

L'économie dans la transition vers une société " communiste "

A propos des thèses du GIK et les "bons de travail"

(Extraits d'un échange avec Kees)

Kees, tu écris :

"Le problème que je vois et le suivant : tant qu'on n'est pas dans une situation « d'abondance », mais dans une situation de « pénurie », il y aura inévitablement un « échange » (soit l'arbitraire total) sur base d'un calcul. La seule possibilité me semble de prendre le temps de travail pour faire le calcul."

Le lien entre pénurie et échange est quelque chose qui me semble aussi très important. L'échange et son principal instrument, la monnaie, constituent des moyens extrêmement efficaces pour assurer la circulation des biens dans des conditions de pénurie et de division du travail développée, comme l'histoire l'a amplement démontré. Trop souvent on croit qu'il suffit de déclarer l'argent "aboli" pour qu'il disparaisse.

On ne peut pas faire disparaître l'argent sans éliminer la nécessité de l'échange. L'expérience argentine de 2001, le 'Mouvement de l'argent social' (1), montre comment, dans une situation de pénurie, si l'argent "officiel" disparaît, d'autres formes d'argent réapparaissent 'spontanément', comme produit de la nécessité d'échanger pour survivre. Les cigarettes étaient employées comme argent-marchandise pendant la deuxième guerre mondiale par les prisonniers et le sont encore aujourd'hui dans les prisons aux États-Unis. Au cours du 20ème siècle il y a eu de nombreuses situations, particulièrement dans des périodes de guerre ou dans des régimes particulièrement étatisés, où des gouvernements ont essayé d'interdire le libre échange et de limiter le rôle de l'argent en imposant des mécanismes de rationnement. Le résultat a toujours été que le marché et l'argent loin de disparaître se sont développés sous leur forme la plus pernicieuse : le marché noir.

L'argent ne disparaît que quand son besoin disparaît, c'est à dire quand "l'abondance" ou plutôt "l'aisance" des biens produits est atteinte.

Dans le monde "interne" du logiciel libre, par exemple, l'argent a pratiquement disparu non seulement à cause de convictions éthiques mais aussi et surtout du fait de la nature intrinsèque des biens numériques, gratuitement reproductibles, qui les rend "abondants" dès qu'ils sont créés.

Si la monnaie est spontanément engendrée par les besoins de l'échange, et si l'échange s'avère inévitable pour la distribution des biens non abondants, ou du moins de certains d'entre eux, il est probable que, au cours de la "transition" vers une société communiste, pendant une période plus ou moins longue, une forme de "monnaie" subsiste, à côté d'une économie non marchande et entremêlée avec elle.

La répulsion instinctive et naturelle de tout communiste pour l'argent explique probablement pourquoi cette réalité est si souvent ignorée. Pourtant, à partir du moment où l'on sait que l'argent et l'échange ne disparaîtront pas en un seul instant, simultanément sur toute la planète, leur coexistence avec le secteur non-marchand, "communisé", en développement, apparaît inévitable. Cette coexistence n'est d'ailleurs pas essentiellement géographique mais plutôt par domaine d'activité économique.

Je suis donc bien d'accord avec l'idée d'une tendance à la subsistance de l'échange tant que (et là où) la pénurie subsiste.

Ceci dit, deux remarques importantes :

- En aucun cas, au sein du secteur où les producteurs sont devenus maîtres des rouages productifs, la force de travail ne pourra être traitée comme marchandise. Même dans l'hypothèse où une partie de la part distribuée au producteur individuel devrait prendre une forme "monétaire" celle-ci ne pourrait pas être déterminée en fonction de "la valeur" de la force de travail.

- L'échange n'est pas le seul moyen de gérer la pénurie. Le rationnement, la distribution gratuite en fonction de ce qui est produit permet aussi d'y faire face, *"en évitant le détour vicieux du calcul du temps de travail"*, pour reprendre les mots de Paul Mattick qui affirme la même idée dans son introduction critique de 1970 aux *Grundprinzipien*. (2) J'y reviendrai.

J'avais écrit : *"Non, il ne me semble pas que 'l'échange' disparaît avec le système préconisé par Marx dans la Critique de Gotha. »*

Tu me réponds : *"Correct, mais, vu [le] contexte, je ne parlais évidemment pas de « l'échange » en terme général (comme par exemple dans « échange de lettres » [correspondance]), mais de « l'échange » indirect*

via la valeur, en contraste avec «l'échange» direct par le temps de travail. Tu ne contestes pas que pour Marx, l'argent, l'échange (via la valeur) et le travail salarié disparaîtront quand on calculera directement en temps de travail au lieu de passer indirectement via la valeur. Mais tu ne dis pas si tu es d'accord ici avec Marx."

Je ne sais pas si je te comprends bien : tu sembles penser que, d'après Marx, "l'échange", du moment qu'il ne se fait pas en ayant recours à l'argent, n'est plus à proprement parler de l'"échange" ; que du moment que la quantité à échanger n'est plus mesurée "via la valeur" mais "directement" par "le temps de travail" il n'y a pas "échange" au sens strict du terme mais au sens vague de celui-ci dans l'expression "échange de lettres". Je ne suis pas d'accord avec une telle interprétation. C'est vrai que le terme d'échange peut avoir une acception très générale qui n'implique pas une stricte réciprocité, comme dans l'exemple que tu donnes d'échange épistolaire. C'est pourquoi très souvent, en particulier en anglais je précise "échange symétrique" pour enlever toute ambiguïté. Mais lorsque Marx emploie ce terme dans la *Critique du programme de Gotha* il le fait bien au sens d'échange d'équivalents. Que cette valeur soit mesurée par les mécanismes de marché ou par un "calcul scientifique" (si tant est qu'il soit possible - j'y reviendrai) cela ne change rien au fait qu'il s'agit bien d'un échange symétrique, un échange d'équivalents. Marx le spécifie lui-même dans ce texte : "*il règne ici le même principe que celui qui règle l'échange de marchandises, pour autant qu'il est échange d'équivalents*". (3)

Si effectivement dans la vision de Marx de la "*première phase de la société communiste*" il n'y a pas de salariat ce n'est pas parce qu'il n'y a plus d'échange symétrique mais parce que ce que reçoit le producteur ("*le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une autre forme*") ne correspond plus à la valeur de sa force de travail. Celle-ci n'est plus une marchandise, elle n'est plus à vendre.

Quant à l'argent, Marx affirme bien que dans cette phase l'argent disparaît. Ou plutôt, il dit, entre autres dans le livre II du *Capital* : "*Le cas échéant, les producteurs pourraient recevoir des bons leur permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas.*" (4)

Et, dans le livre I du *Capital*, parlant des bons de travail d'Owen, que Marx semble reprendre à son compte, il écrit : "*Remarquons encore ici que le bon de travail d'Owen, par exemple, est aussi peu de l'argent qu'une contre-marque de théâtre*". (5) Engels, dans l'*Anti-Düring*, cite en référence ce même morceau de Marx. (6)

J'ai des doutes sur le fait que de tels bons ne circuleraient pas, ou n'auraient pas tendance à être utilisés pour remplir des fonctions monétaires, en particulier pour l'échange entre individus des "*objets de consommation individuelle*" qui pour Marx, restent "*propriété de l'individu*".

Quel calcul ?

Tu dis que l'échange, dans la "période de transition" doit être fait "*sur base d'un calcul*" et que "*la seule possibilité [te] semble [être] de prendre le temps de travail pour faire le calcul.*"

Pour le GIK un des principaux arguments pour justifier la nécessité de ce calcul c'est que cela crée "*une base exacte pour la relation entre producteurs et produit*". (p. 123) "*La relation entre produit social et producteurs est définie de façon immédiate*" (p. 47) et ne dépend plus du bon vouloir d'organismes économiques "supérieurs" qui inévitablement se transformeraient, comme en Russie, en organes d'exploitation. "*... dans toute société où le rapport entre producteurs et produit ne serait pas exact, où ce seraient des personnes qui le déterminent, il se développerait forcément un appareil d'exploitation, y compris après l'élimination de la propriété privée des moyens de production.*" (p. 99)

Mais la question qui se pose est de savoir si ce calcul "*exact*" est possible. Ce calcul nécessite, d'une part, la mesure du travail social moyen contenu dans chaque produit ; d'autre part, la mesure du temps de travail fourni par chaque producteur individuel. Or, ces deux évaluations se heurtent à des difficultés "qualitatives".

Pour la mesure du travail contenu dans chaque produit, il se pose le problème d'évaluer la contribution de toutes les activités dont le résultat ne s'applique pas immédiatement à un produit spécifique mais contribue à la capacité productive de la société en général, en particulier celles liées à la connaissance, la science, l'organisation sociale, etc.

Marx, dans les *Grundrisse*, notait déjà que :

"Dans la mesure même où le temps - quantum de travail - est posé par le capital comme le seul élément

déterminant de la production, le travail direct pris comme principe de création des valeurs d'usage disparaît ou du moins se trouve réduit quantitativement et qualitativement à un rôle certes indispensable, mais subalterne, en regard du travail scientifique en général, de l'application technologique des sciences naturelles, et de la force productive générale issue de l'organisation sociale de l'ensemble de la production - qui apparaît comme le don naturel du travail social (bien qu'il s'agisse d'un produit historique). Le capital œuvre ainsi à sa propre dissolution comme forme qui domine la production." (7)

ou encore :

"Le capital est contradiction en acte : il tend à réduire au minimum le temps de travail, tout en en faisant l'unique source et la mesure de la richesse. (...) D'un côté, le capital met en branle toutes les forces de la science et de la nature, il stimule la coopération et le commerce sociaux pour libérer (relativement) la création de la richesse du temps de travail ; d'un autre côté, il entend mesurer en temps de travail les immenses forces sociales ainsi créées, de sorte qu'il en contient, immobilise et limite les acquis. (...) En réalité, ce sont là des conditions matérielles qui feront éclater les fondements du capital." (8)

Si la mesure de la richesse par le temps de travail direct est déjà un problème dans le capitalisme, pourquoi continuer sur cette base pour organiser la production et la distribution à la sortie de celui-ci ? Avec le développement des nouvelles technologies et de l'omniprésence des biens numériques tels les logiciels, devenus indispensables à tous les stades de la production mais dont la mesure du temps de travail contenu dans chaque utilisation est pratiquement impossible, cela apparaît d'autant plus comme une absurdité.

A l'autre bout de l'échange, il faut mesurer le travail fourni par le producteur individuel.

Pour Marx, comme pour le GIK, cette mesure doit se résumer à celle du temps de travail, indépendamment de son intensité, indépendamment des qualités physiques ou intellectuelles du producteur. Une heure de travail comme ingénieur donne un droit de consommation identique à une heure de travail comme balayeur. (9)

Marx signale les inégalités que l'application d'un tel système implique, non seulement parce qu'il rémunère de façon égale des travaux inégaux, mais aussi parce que les besoins individuels des producteurs sont inégaux : "tel ouvrier est marié, tel autre non ; celui-ci a plus d'enfants que celui-là, etc.", écrit-il. Il en conclut que "Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal. (...) [mais] ces inconvénients sont inévitables dans la première phase de la société communiste." Sous cet aspect particulier, le système décrit par ces lignes écrites il y a plus de 130 ans apparaît plus indifférent aux besoins individuels des producteurs que le capitalisme du XXe siècle avec son *welfare state* qui prévoit des compensations particulières pour les chômeurs ou les familles nombreuses.

Mais, en deçà des questions de la rétribution du travail, il y a au départ celle de pouvoir déterminer ce qui doit être considéré comme "travail".

Comment distinguer l'activité "travail", qui seule donnerait droit à l'obtention de biens de consommation, des autres activités ? Déjà dans le capitalisme, une part toujours croissante des biens numériques, n'est plus produite par du "travail" au sens d'une activité séparée, rémunérée. La "peer production" (Wikipédia, linux, etc.) sont, pour l'essentiel, l'œuvre de travailleurs volontaires, bénévoles qui produisent "pour le fun" et pour le plaisir d'être utiles aux autres.

La disparition du "travail" ou de la distinction travail-loisirs peut être considérée comme un des paramètres permettant de mesurer l'avancement du dépassement du capitalisme. Fonder la distribution des biens de consommation individuels sur la mesure du "travail" fourni par chacun, outre reposer sur des critères difficiles à établir, tend à perpétuer la subsistance d'une réalité qu'il s'agit justement de dépasser aussi vite que possible.

A un niveau plus général, la mesure en temps de travail des contributions des producteurs individuels est censée créer (ou maintenir) une motivation pour participer à la production sociale. Mais en tant que telle, cette "motivation" est basée sur les vieux principes bourgeois : si tu ne travailles pas, tu ne manges pas ; si tu ne travailles pas assez, tu n'auras pas assez, et cela, indépendamment des possibilités sociales existantes. Apprendre à participer à la production sociale d'une manière autre que sous le fouet du chantage à la faim me paraît pourtant être une priorité de premier ordre à partir du moment où nous serons en possession des principaux moyens de production.

La certitude que les gens travailleront, qui est censée être garantie par l'obligation de travailler et la proportionnalité entre le travail et l'accès aux produits, ne compense pas les aspects négatifs induits par

l'esprit de coercition qu'un tel système exige.

Qui aurait dit il y a seulement vingt ans que des produits comme Linux ou Wikipédia, qui représentent des millions d'heures de "travail", pourraient être réalisés sans une coercition économique ? Pourquoi ne serait ce pas le cas avec la production matérielle ? L'atmosphère sociale créée par le fait que les moyens de production sont dans les mains de la société, comme partie des biens communs, devrait engendrer un enthousiasme et un esprit collectif qui pourraient être la plus puissante motivation pour participer à la production, sans coercition économique individuelle. Que dire des "oisifs", de ceux qui refuseraient une telle participation "gratuite" ? Même dans certains groupes d'oiseaux il y a des "oisifs" qui, quand le groupe se pose au sol pour manger, picorent tout le temps au lieu de garder régulièrement un œil sur les prédateurs possibles, comme le fait la majorité du groupe. Ils ne sont pas condamnés par les autres à la famine pour autant.

Dans une société où les moyens de production ne sont plus possédés de manière privée, l'organisation du processus concret de production peut et doit être le fait des producteurs eux-mêmes. La conception même des moyens de production (machines, locaux, environnement du processus de production, etc.) peut et doit être essentiellement déterminée par le plaisir qu'ils peuvent offrir à leurs utilisateurs. La transformation de l'activité productive en vue de la rendre agréable dans tous ses aspects, à tous les niveaux, devrait être une priorité DES LE DEBUT d'une transition post-capitaliste. Dans la mesure où les choses dépendront de la volonté humaine, nous devrions plutôt miser sur cette méthode que sur la coercition économique individuelle comme incitation à participer à la production.

Le système basé sur le principe "à chacun selon son travail" me paraît donc inapproprié, non seulement parce que les calculs qu'il implique me semblent obsolètes et impossibles à réaliser de façon rigoureuse, mais aussi parce que :

- il maintient le principe de l'échange symétrique ;
- il maintient la logique de la coercition économique individuelle ;
- il maintient le calcul des paramètres de production et de distribution sur la base du temps de travail au lieu de se fonder sur les valeurs d'usage, les quantités physiques concrètes.

Sur ce dernier point, il est, encore une fois, nécessaire d'avoir à l'esprit les apports des nouvelles technologies de l'information et la communication.

La mesure des besoins humains, d'une part, des possibilités de production d'autre part, en termes physiques, (par exemple : en quantité de litres de lait par enfant, d'une part, en nombre de vaches laitières en état de produire, d'autre part), ces estimations sont infiniment plus simples à réaliser que toutes les évaluations en termes de temps de travail social moyen.

Les estimations des besoins humains sont évidemment plus complexes dans la mesure où interviennent des facteurs subjectifs. D'un certain point de vue, les besoins humains peuvent être considérés infinis. Un individu peut éventuellement se convaincre qu'il a absolument besoin d'une fusée pour lui tout seul afin de se promener dans l'espace. Mais on peut raisonnablement espérer que dans une période révolutionnaire ou dans une société moins aliénée, la plupart des êtres humains pourront évaluer leurs besoins matériels personnels en tenant compte de ce qui est possible et en harmonie avec le bien être collectif.

Les grands magasins, les centres commerciaux capitalistes actuels, de plus en plus équipés de matériels électroniques, enregistrent, à côté de la comptabilité en termes monétaires (par exemple : x milliers d'euros provenant de la vente de lait en bouteilles) les quantités physiques de produits qu'ils ont vendu (par exemple : y milliers de bouteilles de lait). Cette évaluation en termes physiques leur est indispensable pour la gestion des stocks, pour prévoir les commandes futures. Par les liens de communication créés par les réseaux à travers Internet, ces informations circulent mondialement et sont transmises aux producteurs, parfois en "temps réel" et automatiquement, pratiquement sans intervention humaine.

Cette mesure des besoins et des possibilités productives en termes physiques est aujourd'hui biaisée par la logique capitaliste. Les besoins humains ne sont comptabilisés que pour autant qu'il s'agit de besoins "solvable", exprimés par des personnes ayant les moyens de payer ; les possibilités de production ne sont prises en compte que pour autant qu'elles soient "rentables", source de profit pour le capital. Mais, débarrassés de leur gangue capitaliste, les liens informationnels entre production et consommation permis par les nouvelles technologies constituent un atout important pour se passer rapidement des logiques marchandes.

Tu écris :

"Si tu ne reconnais pas la base de mes critiques sur l'association de « l'argent de travail » de Proudhon et les « coupons de distribution » de Marx, lesquels sont d'après toi les différences entre les deux ?"

Tu as raison dans ta critique. On ne peut effectivement pas assimiler "l'argent travail" proposé par Proudhon et les "coupons de distribution" ou "bons de travail" proposés par Marx. Pour Marx, comme je l'ai déjà signalé, ses bons ne sont pas de l'argent, ils ne circulent pas. Et surtout, ils ne présupposent pas les mêmes conditions sociales de production.

Tu poses la question :

"Sur les deux différents « stades » du communisme qui ne seraient pas opposés l'un à l'autre, la même question : quelles sont d'après toi les différences entre les deux ?"

Dans le processus que Marx décrit dans la *Critique du Programme de Gotha*, il distingue une "première phase" et "une phase supérieure de la société communiste". Dans les deux le prolétariat a la possession des moyens de production, les anciennes classes possédantes ayant été expropriées, mais, dans la première, les conditions sociales et matérielles ne permettent pas encore que chacun puisse prendre "selon ses besoins". Je partage des aspects essentiels de la description ébauchée par Marx. Je suis cependant en désaccord avec des interprétations qui ont été souvent faites -parce que le texte de Marx le permet- sur d'autres aspects. Je suis d'accord avec l'idée que ce qui caractérise l'aboutissement du communisme sur le plan de la production et de la distribution sociales c'est l'application universelle du principe "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

Je suis d'accord avec les éléments donnés pour caractériser la "phase supérieure" de la société communiste : *"quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, par suite, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail corporel ; quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; quand avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues, et que toutes les sources de la richesse coopérative jailliront avec abondance"*. (10)

Je suis, enfin, d'accord avec l'idée que tant que "toutes les sources de la richesse coopérative" ne jailliront pas "avec abondance" il ne sera pas possible de tout distribuer de façon gratuite et illimitée.

Cependant, je ne suis pas d'accord avec deux interprétations, ou déductions qui sont faites du tableau décrit par Marx.

La première est celle qui considère qu'avant qu'une révolution sociale n'ait mis l'ensemble des moyens de production dans les mains des producteurs, aucun rapport social ayant quelque chose de "communiste" ne peut surgir ni exister, même sous forme embryonnaire. Je crois que les rapports de production qui se développent dans la sphère des biens numériques, tels la *peer production* à l'origine des logiciels libres, des Wikipédia, de l'Open Science, etc., constituent de véritables germes de rapports non-marchands, communistes, et qu'ils représenteront un atout majeur dans la constitution d'une société communiste.

La deuxième interprétation est celle qui déduit de la nécessité d'un développement des forces productives l'idée que les besoins de consommation individuels doivent être considérés comme une priorité secondaire par rapport au développement des moyens de production, en particulier industriels. De telles interprétations ont servi de base pour justifier les théories soviétiques de "*l'accumulation socialiste*" et les horreurs de la construction du capitalisme d'État. C'est dès le début, et non après une longue période de "sacrifices" que la production doit être directement orientée vers la satisfactions des besoins humains.

Conclusions et alternatives

Mais reconnaître qu'il y deux "phases" dans la transition d'une société capitaliste à la société communiste, c'est reconnaître l'existence dans la première du problème de l'organisation d'une production-distribution dans des conditions où il n'existe pas encore une aisance matérielle suffisante pour permettre une distribution gratuite et illimitée. Comment limiter alors la consommation aux possibilités existantes de production ? Si nous abandonnons le principe salarial : "à chacun selon la valeur de sa force de travail" ; si nous refusons le principe : "à chacun selon son travail", quel principe utiliser ?

Je ne vois qu'une possibilité : à chacun selon les possibilités sociales, moyennant un "rationnement dynamique", c'est à dire tenant compte en temps réel de l'évolution des possibilités. Les modalités d'un tel

"rationnement" des biens encore non-abondants resteraient à définir et pourraient varier suivant les produits, le cadre géographique, l'imagination des populations.

C'est une distribution suivant le principe "à chacun selon ses besoins/envies", limité, rationné par ce qui est vraiment possible, comme dans l'économie ménagère/domestique, ou comme dans un village de pêcheurs où, après avoir tiré collectivement les filets, les villageois se servent dans le tas en tenant compte de ce qui a été pris et du fait qu'il faut que tous ceux qui en ont besoin en aient un peu.

C'est une manière consciente et directe de traiter la pénurie. C'est la conséquence logique du fait que les moyens de production sont possédés collectivement (mis dans le domaine commun). Si on participe à la production comme possesseurs collectifs, la production peut être distribuée collectivement, en tenant compte de manière permanente et dynamique de ce qui est possible et de ce qui est nécessaire.

Les réseaux informatiques rendent possible la disponibilité instantanée et en tous lieux de l'information nécessaire pour un tel système.

La question est alors : est-ce que les consommateurs vont respecter volontairement les restrictions quand elles existent ? Est-ce qu'un tel système ne va pas s'effondrer en raison d'abus multiples ?

Un tel système demande un grand degré de conscience collective, de responsabilité individuelle. Cela peut sembler une utopie quand on le voit du point de vue de la jungle sociale capitaliste. Mais il ne faut pas sous-estimer le changement des mentalités qui serait induit par une société où la production est orientée directement et exclusivement vers les besoins humains, où l'orientation de la production est collectivement convenue. Une des contributions les plus importantes des logiciels libres et de la *peer production* a été de prouver par les faits que les humains peuvent coopérer, partager et produire les choses les plus complexes sans l'incitation du profit pécuniaire et sans coercition d'État. Certains ont pensé que Wikipédia ne se développerait jamais parce qu'il serait de manière permanente détruit par des "vandales". L'intelligence de Wikipédia a été de faire confiance à l'esprit collectif des participants, de baser ses règles sur les besoins de cette confiance et non sur le danger représenté par les vandales. Les vandales existent depuis le début de Wikipédia, (7 %, suivant certaines estimations) mais ils restent une petite minorité et l'attention de la majorité a permis de neutraliser leur action négative.

La conscience collective sera un élément majeur pour gérer la transition vers une société post capitaliste. Ici, encore, les nouvelles technologies de la communication nous faciliteront grandement la constitution du "cerveau collectif" qu'une telle entreprise exige.

Raoul Victor
12 oct 2011

Notes :

1. Voir http://p2pfoundation.net/Argentine_Social_Money_Movement

2. Traduit de l'espagnol. Toutes les citations des *Grundprinzipien...* sont tirées et traduites de l'édition espagnole de 1976, Ed. ZERO, *Principios fundamentales de una producción y distribución comunista*.

3. *Critique du programme du Parti ouvrier allemand*, Ed. La Pléiade, 1963, p. 1419.

4. *Le Capital*, livre II, Chapitre XIII, V. L'abolition du capital-argent. Ed. La Pléiade, 1968, p.863.

5. *Le Capital*, livre I, Chapitre III, I. Mesure des valeurs. Ed. La Pléiade, 1963, p. 631.

6. *Anti-Dühring*, Troisième partie, chapitre 4, La répartition. Ed. Sociales, 1977, p. 341.

7. *Grundrisse. Principes d'une critique de l'économie politique*. Ed. La Pléiade, 1968, p. 301.

8. *Id.* p. 306.

9. Le GIK s'interroge cependant sur la possibilité d'appliquer rigoureusement ce principe dès le début : "*Peut être au début - écrit-il- il sera encore provisoirement nécessaire de payer plus le travail intellectuel ; par exemple, 40 heures de travail donneraient droit à un produit équivalent à 80 ou 120 heures.*" Mais, précise-t-il, cela devrait disparaître dès que "*les choses seront à leur place*". (p. 68)

10. Ed. La pléiade, p. 1420. Deux remarques sur ce passage :

- Le mot "travail" est ici utilisé au sens très général d'activité productrice de la vie sociale, et non au sens strict qu'il a dans les sociétés basées sur l'exploitation. Ce terme (en français, en espagnol ou en portugais) vient du mot *tripalium* qui désignait un instrument de torture destiné aux esclaves dans l'antiquité romaine. Il est pour le moins inadéquat pour identifier l'activité productive dans une société communiste épanouie. Cependant, que la participation à la production sociale pourra devenir dans une telle société "*non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie*" me semble une idée juste et importante.

- Lorsque Marx parle ici (comme ailleurs) des "*forces productives*", il ne désigne pas uniquement les moyens matériels de production (machines, usines, etc.) comme trop souvent on le lui fait dire. Pour Marx, la principale force productive ce sont les hommes avec leurs savoirs, leur sciences, leurs technologies et leurs capacité d'organisation productive et sociale. C'est ainsi que, dans ce passage, il fait dépendre le développement des forces productives de "*l'épanouissement universel des individus*".